

Où sont les responsables "les vrais" pour arrêter la délinquance managériale ? !



Monsieur le Président de la République,

Je viens par la présente exhorter votre autorité et votre personne qui suscite espoir et confiance, étant désespéré d'une prise en charge de mes droits bafouillés au niveau local à Hassi R'Mel et qui n'ont trouvé de répondant au niveau de ma hiérarchie à Alger.

Monsieur le Président,

Ayant signalé, dévoilé et dénoncé : les piétinements de la réglementation qui affectent l'échelle des valeurs, le non respect des dispositifs administratifs de gestion et de la procédure disciplinaire, l'abus de fonction, le dépassement des prérogatives, la nomination (avec une fausse décision et sans aucun diplôme universitaire) à un poste de l'encadrement supérieur (cadre supérieur à la Sonatrach), la promotion de cadres ayant commis de fautes graves et lourdes, le silence complice des désignés responsables, la prise de position et le soutien des pratiques non réglementaires, la complicité et la complaisance qui ne profitent qu'à des intérêts personnels, la transmission à la hiérarchie de fausses informations et de fausses interprétations des réalités et des faits, la falsification, le faux et l'usage de faux, la fausse déclaration, le vol, la combine, le complot et l'accusation à tort, la marginalisation,...etc , je me trouve privé de tous mes droits, harcelé, intimidé, touché dans ma dignité, marginalisé , exclu, et injustement délogé

Tout cela se produit avec la protection, la bénédiction et la couverture de certains désigné responsables, irresponsables, qui ont préféré et adopté le silence comme réponse à toutes mes réclamations.

On m'a mis en quarantaine, on m'a confiné. C'est de la corruption administrative virus.

Après une période d'harcèlement de 2011 à 2013, on m'a contraint au confinement dans mon bureau de 2013 à 2016, et après février 2016 je me trouve obligé à l'isolement et ne pas mener une vie normale. C'est ce qui caractérise le premier complot !

Monsieur le Président,

Après plus de 30 réclamations, sans réponse aucune, que j'ai adressées à tous les responsables, à tous les niveaux de la hiérarchie, et lorsque j'ai été reçue par le Directeur de la Réglementation et Veille Sociale le 09/07/2018, il m'a fait comprendre, sans me convaincre, qu'abusivement il ne voulait pas résoudre mon problème.

ALLAH dit « Et ne pense point qu'Allah soit inattentif à ce que font les injustes. Ils leur accordera un délai jusqu'au jour où leurs regards se figeront. » (Coran 14/42).

Monsieur le Président,

Toutes ces pratiques d'harcèlement psychologique et de confinement contre ma personne avaient pour but :

- 1- sur le plan psychologique : me faire vivre dans la peur, me faire sentir perturbé, offensé, indigné, envahi, aliéné, chosifié et agressé ;
- 2- sur le plan moral : le déni de moralité;
- 3- sur le plan social : l'isolement.

Certainement on a oublié que je suis psychologue et convaincu de ma cause juste !

Monsieur le Président,

Le 16/10/2019, j'ai déposé au niveau du bureau des pétitions de la sous-direction de la justice pénale du ministère de la justice, enregistrée sous le n ° 7259, une plainte sollicitant l'ouverture d'une enquête mais jusqu'à présent, il n'y a eu ni réaction, ni réponse.

Monsieur le Président,

Après son installation en 2019, le directeur régional de la Sonatrach Hassi R'Mel, je lui ai adressé trois demandes d'audience, auxquelles je n'ai reçu aucune réponse. Ce sont les types de responsables irresponsables !

Monsieur le Président,

Comme tous les algériens le savent et, vous beaucoup plus, combien ce fléau de la corruption administrative a été et reste dévastateur.

La situation actuelle de notre pays prouve, si besoin est, toute l'étendue et la tragédie de ce terrible fléau qui risque encore la dégradation de toute structure si des mesures efficaces et urgentes ne sont pas entreprises.

Monsieur le Président,

Tout ceux qui ont mené et ceux qui mènent encore ce combat au niveau des structures auxquelles ils appartiennent ont connu et connaissent combien l'aventure est longue, difficile, et extrêmement périlleuse.

Personnellement, je mène cette bataille, cette lutte depuis juillet 2011, et je suis extrêmement trahi, déçu et frustré lorsque je prononce l'expression de « Nouvelle Algérie » !

Depuis cette date, j'ai interpellé, sans réaction aucune, tous les décideurs ayant la responsabilité et le devoir d'intervenir. Le silence, décidé, programmé et bien entretenu de ces décideurs irresponsables, non seulement a épargné ces désignés responsables de l'entreprise qui m'ont fait tellement du mal jusqu'au désespoir et le sentiment d'anéantissement mais les a également encouragés à plus de mal, de mépris et d'injustice.

Avec ce silence des désignés responsables irresponsables, on ne peut qualifier et définir le système de gestion que d'injuste, inégalitaire et inefficace. Un système qui explique le manque de compétences et de professionnalisme des organes de gestion, de contrôle, de surveillance.

Alors que le musulman ne doit pas rester impassible face aux méfaits de l'opresseur mais il doit éviter d'en être complice. Effectivement, le pêché le plus impardonnable dans l'oppression serait de participer à une structure exerçant l'oppression, d'accepter d'y occuper une fonction ou de lui prêter serment d'allégeance, ou pire encore, de faire partie des piliers d'un pouvoir injuste et de contribuer activement à l'installation et à la consolidation de ce pouvoir.

Monsieur le Président,

Une action punitive après une autre, on m'a privé de tous mes droits de citoyen Algérien, mes droits de travailleur, on m'a privé même de mon devoir de servir mon entreprise par l'encadrement des jeunes recrues.

Ce n'est pas un délit d'avoir les principes et la volonté d'Algérien ! Ce n'est pas un délit de montrer des compétences lesquelles mes détracteurs certainement en manquent !

Monsieur le Président,

Dans un pays digne comme le notre, un tel engagement patriotique au service de mon entreprise, au service de mon pays, ne peut susciter qu'admiration et respect, ce n'est malheureusement pas le cas dans mon entreprise où la gestion des carrières des personnes compétentes est assiégée par des désignés responsables irresponsables. La mission assignée à cette secte, est d'anéantir tous sens de dignité et d'honneur chez l'algérien patriotique et professionnel compétent et de le réduire à un pitoyable déchet humain vil et soumis.

Monsieur le Président,

Face au venin de ces pratiques et la position de haine prise à mon encontre, je n'avais pas d'autres choix que de m'adresser à la justice. Et ce n'est que grâce à DIEU le tout puissant, malgré toutes les pressions, que la décision de justice est rendue en ma faveur !

Allah dit dans Sourat ettour, verset 48 : "wasbir lihukmi rabbika fa 'innaka bi a yuninâ ...»

Et là commence le deuxième complot :

Le Directeur régional de Hassi-R'Mel (bien qu'il a été informé que nul ne peut refuser l'application de ce genre de décision) et contre toute attente a refusé l'exécution de la décision de justice, prononcée au nom du peuple algérien pour ma réintégration à mon poste de travail, bien que cette décision est revêtue de la forme exécutoire.

Le Directeur Régional se voit - il et se considère t-il au dessus de la loi ! Plus puissant que la justice ! Plus fort que l'état ! Les jours à venir vont nous le montrer et nous le confirmer !

Et la décision de ma réintégration a buté sur le cabinet noir des désignés responsables, irresponsables, qui comptent parmi ses acteurs messieurs : le Directeur réglementation et veille sociale de la Direction Corporate Ressources Humaines et le Directeur juridique de l'Activité Exploration Production . Ces messieurs reconnaissent mon droit à la réintégration et confirment que « ...nul ne peut s'opposer à l'exécution d'une décision de justice définitive, une décision ayant la force de la chose jugée et ce, au risque de poursuites pénales en cas de dépôt de plainte par l'intéressé . »

Et c'est le cas, une plainte a été déposée le 03/02/2020 auprès des services de Monsieur le Procureur de la république auprès du tribunal de Laghouat, pour délit tendant à jeter un discrédit sur les décisions juridictionnelles, acte prévu à l'article 147 du code pénal, en attendant sa prise en considération et son exploitation, et l'application des dispositions relatives à l'abstention.

Allah Le Tout-Puissant dit : « Et on déposera le livre (de chacun). Alors tu verras les criminels, effrayés à cause de ce qu'il y a dedans, dire : "Malheur à nous, qu'a donc ce livre à n'omettre de mentionner ni pêché véniel ni pêché capital ? " Et ils trouveront devant eux tout ce qu'ils ont œuvré. Et ton Seigneur ne fait du tort à personne. » (Coran 18/49).

Monsieur le Président,

L'une des conséquences de ce 2^{ème} complot et la non application de la décision de justice et mon rétablissement dans mes droits est de faire rater à ma fille (l'unique) l'occasion de s'inscrire pour poursuivre ses études universitaires à l'étranger. Le Directeur Régional de Hassi-R'Mel endosse et assume entièrement et exclusivement la responsabilité de sa prise de position et de son refus de se conformer à la décision de justice du 19/11/2019.

Monsieur le Président,

A-t-on informé Mr le PDG au sujet de mon cas, concernant mon affaire, je pense que non, et si c'est oui pourquoi n'a-t-il pas réagi !

Le(s) service(s) chargé(s) de la gestion des sites internet et adresses de la messagerie de l'entreprise ont-ils communiqué mes doléances à Mr le PDG (y compris ma dernière demande d'audience du 22/02/2020), et pourquoi ce dernier n'a-t-il pas répondu !

Le Directeur Exécutif des Ressources Humaines est-il informé de mon affaire et pourquoi n'a-t-il pas réagi !

Monsieur le Président,

Tout au long de mon périple infernal qui s'est étalé sur plus de 10 ans, marqué par tant d'humiliation, d'intimidation, d'injustices, ponctué d'immoralité, je ne pouvais me résigner à ce devoir sacré de combattre jusqu'au-delà des limites humaines pour ne point faillir.

Des traces indélébiles et ineffaçables sur ma vie au quotidien et celles de ma femme médecin (et fille de moudjahid), de ma famille, de mon entourage et de toute personne compétente et loyale envers l'entreprise et le pays, qui ont ressenti ces terribles et atroces souffrances, cette arrogance, ce mépris, ces étreintes mortelles qui cernent le destin, constituent des repères forts, plantés tout au long de cette traversée, pour que celle-ci ne soit jamais travestie.

Monsieur le Président,

Malgré toutes les violences et les tragédies vécues presque quotidiennement et qui réclamait vengeance, j'avais tenu à garder la tête froide car étant positif, productif et proactif et profondément convaincu, que de telles pratiques n'ont pas d'issue et qu'un jour ou l'autre, ces désignés responsables irresponsables, seront rattrapés par le temps et l'histoire et répondront de leurs actes et faits.

Monsieur le Président,

Peut être qu'on ignore que je suis psychologue industriel, proactif dans ma pensée, productif dans ma contribution et positif dans mes principes ! On veut me faire taire, alors que je ne peux absolument conjuguer ce verbe que dans sa forme négative ! Ma devise est de réussir ou d'atteindre mon objectif, raisonnablement bien défini !

Monsieur le Président,

Vous avez réitéré le serment d'aller vers une nouvelle république, forte, sans corruption ni haine ».

Vous avez appelé l'ensemble des citoyens à « sacraliser les vertus du travail et de la morale dans la grande bataille que nous menons pour l'édification de la Nouvelle République, en retroussant les manches et en libérant leurs potentiels et leurs talents afin de réaliser le bond

qualitatif requis en matière de diversification du produit national et d'accélérer la libération du pays de la dépendance à la rente pétrolière ».

Vous avez déclaré que "l'Algérie fidèle au message des martyrs de la révolution de novembre ne permettra jamais la poursuite des pratiques et mentalités qui ont semé les germes de la corruption..."

Vous vous êtes engagé à faire régner la justice et la transparence dans la gestion des affaires de l'Etat.

Vous avez promis une lutte implacable contre la bande mafieuse et une moralisation de la gestion de la chose politique et des affaires de l'Etat.

Vous nous avez assurés que l'état demeure fort, à l'écoute des préoccupations des citoyens, soucieux du respect des libertés et des droits, et tout autant responsable de la protection des personnes et des biens. Vous vous êtes engagé à anéantir les « résidus » de la corruption.

Vous avez confirmé qu'il ne reste plus de moralité et la lutte contre la corruption qui existe dans la société est devenue une chose très importante .

Monsieur le Président,

Grâce à vos discours réalistes, révolutionnaires pour notre pays sclérosé et paralysé par des décennies de la pire version imaginable d'une gestion catastrophique et destructrice à tous les niveaux , vous allez envoyé au tapis tous les adversaires de notre pays.

Monsieur le Président,

La corruption administrative que moi j'appelle délinquance managériale est un virus endémique qui affecte l'intégrité des désignés responsables. Ces derniers, irresponsables, sont ceux nommés dans des postes de responsabilité pour tout sauf pour la compétence !

L'abus de pouvoir / de fonction des désignés responsables, une forme de corruption administrative/managériale, laquelle au sens du sociologue Émile Durkheim, est perçue, avec l'essor de la virologie, comme un virus, ou un phénomène viral normal infectant le développement de toute organisation/entreprise. La propagation de ce virus peut s'apparenter à celle d'un virus biologique.

La conceptualisation de cette approche a pour conséquence d'envisager la lutte contre ce phénomène comme une réponse immunitaire et tente d'évaluer ainsi les politiques de prévention et de lutte.

Selon ce sociologue, « Le devoir de l'homme d'État, n'est plus de pousser violemment les sociétés vers un idéal qui lui paraît séduisant, mais son rôle est celui du médecin : il prévient l'écllosion des maladies par une bonne hygiène et, quand elles sont déclarées, il cherche à les guérir. »

Pour éradiquer ce phénomène viral de la corruption administrative ou délinquance managériale, les traitements préventifs ont un double objectif : éviter la propagation et la transmission des virus au sein de l'organisme, et améliorer la réponse immune. La vaccination et les médicaments préventifs participent à cette fin.

Et Monsieur le Président, vous êtes le médecin chef et messieurs le premier ministre, le ministre de la justice, garde des sceaux, le ministre de l'énergie, le Président Directeur Général de la Sonatrach, le procureur général auprès de la cours de Laghouat et monsieur le procureur de la république auprès du tribunal de Laghouat en sont les médecins face à ce phénomène viral.

Monsieur le Président,

La nomination ou la désignation dans un poste de responsabilité ne doit se faire que dans un but précis et exclusif, celui d'être au service des travailleurs, de l'intérêt général ; de prendre conscience que la fonction qui leur a été octroyée n'est pas leur propriété et qu'ils ne peuvent l'exploiter dans leur intérêt personnel, familial, communautaire, partisan... d'apprendre qu'ils en sont responsables.

Cette notion de responsabilité est capitale, elle doit être profondément inculquée. Responsable de l'entreprise, de son personnel, de sa santé, de son bien-être et de l'avenir de cette entreprise. Responsables dans un État de droit, un pays d'institutions et de lois qu'il s'agit de respecter, toute transgression appelant une sanction par une magistrature forte, une justice intègre et intraitable.

Monsieur le Président,

On dit « si le bâtiment va, tout va » et moi j'ajoute, pour les structures et organisations humaines « si le facteur humain va, tout va ». Et pour réussir, aussi je dirais, on ne transforme pas l'université sans les enseignants.

Et fort heureusement qu'il existe toujours ceux qui aiment la Sonatrach, aiment l'Algérie et pensent à leur avenir.

Monsieur le Président,

Votre intervention reflètera l'intérêt que vous portez aux travailleurs, la volonté d'éradiquer toutes les pratiques qui portent atteinte à la dignité des cadres et de tous les travailleurs, recherchant en permanence leur bien-être.

Ces pratiques dévastatrices et ravageuses, lesquelles non sanctionnées ne peuvent que freiner et étouffer le développement des entreprises, briser les bonnes initiatives, déprécier les personnes compétentes, honnêtes et intègres et en finir avec le sens du dévouement.

Monsieur le Président,

Votre intervention, je suis certain, permettra d'assurer succès et réussite pour tous les travailleurs qui ont subi ou subissent encore l'injustice et l'abus de fonction dans le monde du travail et incitera également les dirigeants et ceux qui mènent les destinées et des travailleurs et de l'entreprise à une prise de conscience pour une prise de responsabilité des affaires des salariés/employés, leurs doléances et leurs sollicitations pour le bon fonctionnement de leur structure.

Monsieur le Président,

Et je suis convaincu que vous ne ménagiez ni votre peine ni votre énergie pour épauler tout ceux qui luttent pour l'avenir de ce pays. Nous attendons donc beaucoup de votre intervention, condamnant ces manières de gérer et de traiter les personnes intègres et honnêtes qui n'ont à aucun moment fauté, au contraire, j'ai répondu à l'appel de ma conscience et à celui de mon devoir d'Algérien. Et je ne cesse de vous solliciter jusqu'à une juste et correcte sanction de toutes les fautes professionnelles et pratiques non réglementaires relatives à mon affaire lesquelles je vous ai rapportées.

Monsieur le Président,

J'écris pour la Sonatrach et pour mon pays, c'est un droit et c'est de mon devoir de le faire.

Je souhaite avoir bien explicité mon problème, espérant grâce à vous une fin heureuse à ce calvaire. J'ose espérer que vous aurez la sagesse de considérer ma lettre ouverte, non comme une condamnation mais comme une interpellation d'un travailleur, d'un cadre épris de justice et d'équité.

Monsieur le Président,

En me faisant le devoir de vous exprimer ma profonde gratitude et de tout cœur mes remerciements, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président de la République, l'expression de ma très haute considération.

Bonne fête de l'Aid et pour tous les Algériens !

Vive l'Algérie !

Gloire éternelle à nos Martyrs !

Biskra le 23/05/2020

BENSAID Ahmed Toufik

Tel : 06 62 19 96 16

Adresse: Rue C 11 M'sallah Biskra - Wilaya de Biskra

Email: ahmedtoufik2002@yahoo.com

